

LUTTE ANTITERRORISTE

Le nouveau défi du dispositif sécuritaire

**Le dispositif sécuritaire mis en place, au lendemain des attentats suicides du 11 décembre 2007 à Alger et réajusté à la suite de la série d'attentats de même type du mois d'août dernier, dans les wilayas de Tizi-Ouzou et Boumerdès, s'est révélé d'une fiabilité hautement efficace.**

Il a non seulement permis d'écarter toute action criminelle de même nature, mais également de neutraliser près de 350 terroristes, entre abattus et capturés, durant ces six derniers mois, selon les chiffres révélés lundi à la presse par le ministre de l'Intérieur. Cette évolution qualitative de la lutte anti-

terroriste marque une avancée importante dans le sens de la mise d'un terme définitif aux hordes sanguinaires, qui sont restées sourdes à toutes les invitations à revenir à la raison et qui ont rejeté les pardons que continue de leur proposer généreusement l'Etat. Ces derniers six mois, selon les mêmes

chiffres officiels du ministre de l'Intérieur, n'ont connu que 22 cas de redditions volontaires de terroristes qui se sont «repentis».

Cela signifie que parmi les groupes encore actifs, il reste de moins en moins d'«égérés» enclins à répondre à la main tendue de la société. Sinon au compte-gouttes.

La nouvelle situation sécuritaire, induite ainsi par le dispositif mis en place pour combattre le terrorisme, a l'avantage de laisser percevoir que les

maquis actuels ne sont pas près de s'avouer vaincus. Malgré le très fort forçage des forces de sécurité qu'ils subissent et malgré un tarissement de plus en plus évident des sources pour leur logistique, ils persistent dans leur aveuglement.

Si ce reflux est bien, incontestablement, un signe d'incapacité pour eux de toute initiative d'«envergure», il constitue également un facteur de motivation dans leurs derniers carrés pour tenter de le contourner. Le terroris-

me est par définition imprévisible et il n'a eu de cesse à le montrer tout au long de son évolution dans le pays.

Autrement dit, il est à craindre que la période à venir risque de ne pas être des plus calmes, d'autant plus qu'elle coïncide avec l'échéance électorale de la prochaine présidentielle, qui constitue traditionnellement pour le terrorisme une opportunité d'exhiber tout le venin qu'il porte en lui contre l'Algérie.

Tel est l'enjeu et même le défi actuel auxquels le dispositif sécuritaire risque d'être confronté.

Si le bilan avancé, avant-hier lundi, par le ministre de l'Intérieur est aussi un paramètre d'évaluation de l'efficacité du dispositif sécuritaire actuel, ce dernier a rappelé également que tous les terroristes neutralisés n'étaient pas forcément armés, mais qu'ils étaient directement impliqués dans des actes criminels...

Et c'est là que se situe l'appréhension de la nature du terrorisme d'aujourd'hui.

Les maquis ne sont pas toujours dans les montagnes et les forêts. Sinon, l'Algérie en aurait fini défi-

nitivement depuis très longtemps avec eux. Le même ministre avait déclaré en juillet dernier que le nombre de «300 à 400» terroristes actifs «ne serait pas loin de la réalité».

Or, il vient d'être neutralisé près de 350, uniquement ces derniers six mois. Mais le même chiffre approximativement avait été donné officiellement, six ans auparavant, lors du colloque international sur le terrorisme tenu à Alger en octobre 2002.

Ainsi, il s'avère que l'une des imprévisibilités du terrorisme actuel a été de confier un nouveau rôle aux traditionnels «réseaux de soutien» qui se limitaient à être les yeux et les oreilles des groupes armés.

Ils s'impliquent de plus en plus dans des crimes de sang, tout en ne se considérant pas comme des terroristes, du fait qu'ils ne sont ni dans les maquis ni ne portent des armes.

C'est peut-être pour cette raison qu'on a eu à voir parmi les terroristes des «repentis», mais jamais parmi les membres des réseaux de soutien. Pourtant...

Mohamed Issami

BÉJAÏA : DOUBLE ATTENTAT À LA BOMBE À DJEBLA

Deux morts et plusieurs blessés

Deux morts, une femme et un militaire en civil, en permission dans la région, et plusieurs personnes blessées dont deux gravement atteintes, tel est le bilan du double attentat à la bombe perpétré simultanément au milieu de la journée d'hier par un groupe terroriste à Djebbla, dans la commune de Beni-Ksila, située à quelque 80 km à l'ouest du chef-lieu de la wilaya de Béjaïa, apprend-on de bonnes sources. Les deux bombes enfouies, ayant ciblé la Garde communale de Djebbla, auraient été, à en

croire nos sources actionnées à distance par le groupe armé.

Il était environ 11h lorsque la première bombe, de fabrication artisanale, a explosé à hauteur de l'ex-siège de la Garde communale se trouvant au centre du chef-lieu de Djebbla. Au même moment, un deuxième engin explosif retentit près du nouveau siège de la même Garde communale, situé à quelques dizaines de mètres plus loin de l'ex-cantonement de la police communale de Djebbla. Ce double attentat terroriste a fait de

nombreux blessés parmi les citoyens.

Les blessés ont été immédiatement acheminés vers la structure sanitaire d'Adekar, alors que la mobilisation était à son paroxysme sur les lieux du drame. Deux personnes gravement atteintes seront évacuées vers l'hôpital de Sidi-Aïch, précise notre source. Ce double attentat, attribué au GSPC, affilié à la nébuleuse d'Al-Qaïda, a été commis au moment de l'enterrement d'un fonctionnaire de l'APC, a-t-on appris.

A. K.

UN CITOYEN DÉLESTÉ DE SA VOITURE

DANS UN FAUX BARRAGE À BENI-ZMENZER

Les voleurs de véhicules reviennent à Tizi-Ouzou

**Nonobstant le démantèlement de plusieurs réseaux de vol de véhicules dans la wilaya de Tizi-ouzou, ayant des ramifications dans plusieurs wilayas du centre, de nouveaux gangs se sont formés ces dernières semaines, particulièrement au sud de la ville des Genêts.**

Ainsi, un citoyen roulant à bord de sa Toyota Hilux, tôt ce 1<sup>er</sup> mars à 6 h, sur le chemin reliant Beni-Douala à Beni-Zmenzer, a été délesté de son véhicule par un groupe d'individus armés dans un faux barrage.

La victime, commerçant de son état, a également perdu de l'argent et son téléphone mobile. Une plainte a été, d'ailleurs, déposée immédiatement après les faits auprès des services de sécurité compétents.

Pour mémoire, une autre

camionnette avait été dérobée à un chauffeur travaillant pour une entreprise de travaux publics, au lieudit Tizi-Lillane sur le CW147, dans la commune de Maâtkas, tout récemment.

La victime, qui a commis l'imprudence de laisser le moteur allumé pendant qu'elle prenait un thé dans un café du village, a vu son véhicule démarrer en trombe, conduit par un individu qui a surgi d'on ne sait où. Au village Takhribt, toujours dans la commune de

Maâtkas, une Renault Express a été également volée, il y a de cela quelques semaines. Tout porte à croire que ce sont les mêmes individus qui ont procédé à ces actes répréhensibles, d'autant plus qu'ils opèrent avec le visage encagoulé. Mais le comble, c'est la facilité avec laquelle ce gang arrive à dissimuler ou à transporter sa «marchandise».

Il convient de souligner que ces malfaiteurs, spécialisés dans le blanchiment d'argent, en revendant en pièces détachées des véhicules volés ou en trafiquant de nouveaux numéros de chassiss dans de véritables cavernes d'Ali Baba (caches et casses secrètes) travaillent, selon une source

généralement au fait de la situation sécuritaire, de connivence avec les terroristes d'Al Qaïda.

C'est dire que, malgré les coups de boutoir assénés ces derniers temps au grand banditisme et aux groupes terroristes par les services de sécurité, il n'en demeure pas moins que ces réseaux de criminels se régénèrent d'une manière très atavique.

Les routes et quelques chemins vicinaux du sud de la wilaya de Tizi-Ouzou sont redevenus, en l'espace de quelques semaines, de véritables coupe-gorges particulièrement durant la nuit. Inutile de rappeler que la prudence doit toujours être de mise.

Kamel A.

L'armée pilonne le maquis de Mizrana

La dense forêt de Mizrana, au nord de la wilaya de Tizi-Ouzou, fait l'objet, depuis dimanche, d'un intense pilonnage par hélicoptères des forces de l'armée de l'air.

Ces bombardements, sans discontinuité, font suite à un accrochage, la semaine écoulée, entre un terroriste et les éléments de l'ANP, non loin du village Tizi n'Bouali, dans la commune de Mizrana, et qui s'est soldé par l'élimination de cet élément d'Al-Qaïda en Algérie, la récupération d'un seminov et la blessure de

deux militaires.

On apprend, par ailleurs, que les troupes de l'ANP, présentes dans la région depuis le début des années 1990, ont été renforcées, ces derniers jours, en hommes de troupe, ce qui laisse penser qu'un ratis-sage au sol n'est pas à écarter.

K. B.

Précisions de M. Khaled Bensmaïn

Je souhaiterais apporter quelques précisions à l'article paru dans votre édition des vendredi et samedi 27-28 février 2009, en page 3, relatif à la journée de réflexion sur le pluralisme politique à l'initiative du FLN, sous le titre «Des opposants font le procès du régime !», signé Kamel Amarni.

Mon propos s'orientait vers l'idée qu'il est difficile de parler de démocratie ou de pluralisme politique dans une situation de guerre larvée, où la voix devient inaudible pour ne laisser la parole qu'aux armes. Par

ailleurs, toute réflexion sur un quelconque thème se rapportant aux 15 dernières années ne peut faire l'impasse sur l'institution militaire qui joua un rôle de premier plan dans la crise qui secoua le pays.

Tout débat sur les libertés qui ne tiendrait pas compte de cette donnée me paraît biaisé et pourtant, on a souvent tendance, dans ce genre de rencontre, à occulter, pour une raison ou pour une autre, cet acteur essentiel pour l'analyse qu'est l'armée. L'armée en 1992, avait investi un terrain pour lequel

elle n'était pas préparée. Elle n'avait pas vocation à faire de la politique ni à s'enliser dans des opérations de police.

Il est vrai, par ailleurs, que je ne vois pas comment cela aurait pu être évité, quand on sait que les véritables forces politiques avaient été, à dessein, «déchargées» de leur rôle de médiation pour être remplacées par des partis «crou-pions» ou des associations culturelles et sportives aux ordres, dont la seule activité était de cautionner la démarche initiée par le pouvoir.

Le mot «qui-tue-qui ?», et dont le journaliste en fait un substantif pour me le coller, a été forgé pour exprimer les questionnements et les doutes qui entouraient les responsables des tueries collectives de ces années-là, l'assassinat de journalistes, d'hommes de religion, d'enseignants, de personnalités politiques... en un mot, tous ceux qui n'étaient pas engagés directement dans les affrontements entre les forces de sécurité et les groupes islamistes. A aucun moment mon propos n'a porté sur ces mas-

sacres, ni sur leurs véritables ou présumés auteurs pour la simple raison que l'objet de la rencontre ne concernait pas ce sujet.

Si j'ai parlé de tueries de part et d'autre, c'était pour souligner l'engrenage de violence dans lequel nous nous étions engagés et qui campait les acteurs politiques dans des attitudes réduites à l'allégeance ou à l'hostilité, en laissant très peu de place aux libertés d'expression et d'organisation.

Khaled Bensmaïn, ex-secrétaire général du MDA